

# FSU 40

## ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN

Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Dans le premier degré, les dédoublements des classes de CP et de CE1 se sont faits à moyen constant, impliquant pour les classes des autres cycles des effectifs alourdis. Nous sommes également inquiets des pratiques qui sont « discutées » dans certains départements, concernant le mouvement des professeurs des écoles. Dès 3 ans, nos élèves sont très largement scolarisés. La loi rendant obligatoire l'école à trois ans oblige les communes à financer la maternelle, y compris celle des écoles privées. Comment les conseils municipaux vont-ils pouvoir assumer cette nouvelle charge sans déshabiller la maternelle publique? C'est une grande inquiétude pour la FSU.

Dans les collèges, les effectifs sont très chargés et cela pose des problèmes lors de l'inclusion des élèves d'ULIS ou de l'accueil des AVS qui accompagnent ceux en situation de handicap. Lorsque dans les collèges de Dussarat ou Duruy les effectifs atteignent déjà quasiment les seuils, il faut encore ajouter les élèves d'ULIS et d'UPE2A. On peut légitimement se demander quel est le sens de l'inclusion dans ces conditions. Le E/D, calculé sans les inclusions méconnaît la réalité des classes. A Linxe, une fois les élèves d'ULIS inclus, on atteint les 30 élèves en 6<sup>ème</sup>. Les salles de cours de nos collèges à taille humaine craquent sous ces effectifs ; Comment assurer la sécurité d'élèves si nombreux et parfois handicapés en cas de nécessité absolue d'évacuation rapide des locaux ? Si la FSU demande inlassablement la double inscription, ce n'est pas par dogme, c'est une réelle demande de terrain.

Pour les lycées aussi, nous nous inquiétons des restrictions budgétaires qui s'annoncent et de la réforme du lycée qui nous promet des DGH en baisse. En 3 ans, nos lycées ont accueillis 307 élèves de plus et seulement 6 divisions supplémentaires alors qu'il en aurait fallu 9 pour conserver le même taux d'encadrement. Nos conditions de travail se sont donc déjà dégradées par exemple au lycée de Parentis où, d'après les documents, 2 divisions de moins sont financées alors qu'il n'y a que 3 élèves de moins. Par ailleurs, le niveau 2nde est le plus chargé alors que c'est une année cruciale pour l'orientation de nos élèves. La FSU continue à revendiquer 25 élèves par classe en 2nde.

La réforme du lycée est source d'inquiétudes. Nous sommes dans l'ignorance la plus totale des spécialités qui seront attribuées à tel ou tel établissement, de ce qui sera défini comme un « périmètre raisonnable » pour attribuer les spécialités les plus rares, de la façon dont les élèves vont pouvoir effectuer leurs choix alors que ceux-ci auront des répercussions sur les personnels. Nous tenons ici à dire notre indignation du mépris dont sont victimes les personnels mais aussi les familles et les élèves eux-mêmes du fait de ce silence de l'institution. A ces craintes s'ajoute le fait que les élèves de seconde doivent préparer des choix et des épreuves et que nous sommes dans l'incapacité de les guider et de les former correctement.

Les nombreux postes administratifs que le ministre prévoit de supprimer sont une injure à la situation calamiteuse de nos collègues administratifs qui travaillent, eux aussi, au bon fonctionnement de notre école. Ce sont les mêmes qui, par manque de personnels, n'ont pas pu assurer le paiement des salaires des AVS en ce début d'année. 70 % du salaire de septembre, versé le 12 octobre : voilà la situation actuelle.

Salaires non versés, baisse de quotité d'heure et donc de salaire, les AVS peuvent compter sur le soutien de la FSU et de nombreux personnels pour poursuivre leur combat de reconnaissance de leurs missions essentielles auprès des enfants, des parents et des collègues. La FSU tient à remercier la préfecture pour son soutien à ces collègues

fragilisées et restera attentive car tous les problèmes sont loin d'être réglés. Certains élèves en situation de handicap ne sont toujours pas accompagnés malgré les notifications posées.

La saignée des postes, que le gouvernement initie, est d'une grande violence pour notre école à qui l'on demande de transmettre les savoirs fondamentaux, de favoriser l'insertion professionnelle, de former des citoyens au vivre-ensemble, de réduire les inégalités que les politiques gouvernementales aggravent...de faire toujours plus avec toujours moins...